

Quatre bonnes raisons - parmi bien d'autres - de refuser la base commune de la direction de notre parti

Jacques Ducol – Section Saint Pierre des Corps – Fédération de l'Indre et Loire

1)-Que veut dire « notre classe » ?

Cette expression est en effet employée plusieurs fois dans des situations pas forcément identiques. Ainsi peut-on lire que « la stratégie de LFI constitue aujourd'hui un obstacle au rassemblement de notre classe », que notre tâche est « de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise notre classe », ou encore que « le PCF est le parti du travail, le parti de notre classe face au capital, le parti du peuple travailleur ». Que signifie exactement cette expression telle qu'elle est ici utilisée ? Le texte ne le dit pas. Si est évidente la nécessité politique de « rendre visibles et compréhensibles les intérêts opposés entre les travailleurs et la classe capitaliste » - il est même question de « politiser la lutte de classe » : expression redondante puisque la lutte de classe est en soi politique - il est alors nécessaire de ne pas se contenter d'abstractions sans fondements, mais de s'appuyer sur des éléments théoriques solides.

Peut-être alors essayer de comprendre ces abstractions à la lumière des analyses, déjà anciennes, proposées par Jacques Bidet, professeur de philosophie à Paris X, fondateur et directeur (jusqu'en 2006) de la revue *Actuel Marx*.

L'idée de départ, développée dans, *Explication et Reconstruction du Capital*, peut être ainsi formulée : la société moderne ne se réduit pas à son « être capitaliste » traditionnel (par exemple la propriété privée des moyens de production, les institutions et les pratiques qui s'y rattachent), mais la production publique de richesses, débordant ce cadre, est partout considérable grâce aux différents systèmes organisés que sont par exemple l'enseignement, la santé ou l'administration. L'exploitation du travail humain, et par voie de conséquence la lutte des classes, prennent donc nécessairement des formes nouvelles.

Au sein de l'entreprise marchande, dans le processus de production de richesses (mais aussi dans l'ensemble de la société), s'exerce une fonction non marchande, l'*organisation*, ce qui conduit à reconnaître que la classe capitaliste dominante « comporte donc deux pôles, l'un autour du procès marchand, l'autre autour du procès organisationnel. L'un où fonctionnent des titres de propriété » (rôle des actionnaires etc.), « l'autre où s'exhibent les titres de compétence reconnue » (cf par exemple l'idéologie du *management* : la direction des affaires présuppose des savoirs et des techniques que ne possèderaient pas la grande masse des travailleurs). Ainsi, la classe dominante ne peut exister, maintenir et accroître sa domination que par l'articulation de ces deux pôles que sont le *marché* et l'*organisation*, deux fonctions corrélatives mais néanmoins distinctes : en effet l'actionnaire ne pourrait pas exploiter le travailleur sans le concours nécessaire du gestionnaire - concours néanmoins jamais absolu ou définitif parce que dépendant de la force et de l'influence des luttes en cours, même s'il faut reconnaître que dans le cadre du processus actuel de « mondialisation » le pôle des « compétents », c'est à dire de ceux qu'on appelle communément les cadres, a davantage convergé du côté du pôle de la propriété, c'est à dire est très majoritairement au service de la classe capitaliste.

La lutte des classes n'a donc pas disparu, mais présente des formes spécifiquement modernes que J. Bidet propose de penser, approfondissant et reconstruisant ainsi l'édifice théorique de Marx, à partir des relations complexes d'opposition entre la *classe dominante* et, nouveauté théorique, ce qu'il appelle la *classe fondamentale*. Ce nouveau concept est capital pour essayer de saisir la réalité même du mouvement antilibéral et de ses formes multiples. Qu'est-ce que la *classe fondamentale* ? « C'est l'ensemble de ceux dont le travail est exploité

à travers le rapport de classes spécifiquement moderne, formant de fractions selon qu'y prédomine le marché (paysans, artisans etc.), l'organisation (salariés du public), ou que les deux facteurs s'y conjuguent plus étroitement (salariés du privé). Ils forment une seule classe, que je désigne comme la classe fondamentale. ». Ainsi la force de travail du petit paysan est-elle exploitée à travers les impératifs du marché qui le conduisent à vendre en dessous du coût de production et à être toujours plus dépendant des banques. Ainsi la force de travail du salarié du public est-elle exploitée à travers l'imposition d'heures supplémentaires moins bien rémunérées ou l'allongement de la durée du travail. Ainsi en est-il toujours du salarié dans l'entreprise privée, entreprise qui reste le lieu privilégié mais non exclusif de la production de ce que Marx appelait la *plus-value* ou *survaleur*.

C'est pourquoi peuvent se développer et converger objectivement une multitude de luttes - et là, bien sûr, le parti a un rôle essentiel à jouer - sans pour autant que leurs acteurs aient une claire représentation de leurs enjeux : car la *classe fondamentale* « ne vit que de constamment subvertir la machinerie du marché capitaliste qui vise l'accumulation du profit et celle de l'organisation qui vise la monopolisation du pouvoir », monopolisation qui est elle-même enjeu de luttes politiques et idéologiques à différents niveaux de la vie sociale. Mais pourquoi cette existence par la subversion ? Parce que la *classe fondamentale*, en luttant concrètement pour des revendications visant à satisfaire ses besoins (matériels et intellectuels) nécessaires à l'accomplissement d'une vie authentiquement humaine, met par là-même en question la domination universelle du capitalisme, la recherche du profit pour le profit défendue comme fin en soi par la classe dominante.

C'est donc à partir de cette réalité de la *classe fondamentale* que doivent être pensées et réalisées, d'une part l'union nécessaire de ses différentes fractions, et, d'autre part, la stratégie de rassemblement anticapitaliste qui pourrait porter et réaliser pratiquement cette union. C'est là le problème politique majeur. Un grand pas a été fait avec l'élaboration d'un programme antilibéral précis dans lequel se retrouvaient l'essentiel des revendications de cette *classe fondamentale* et où étaient jetées les bases de possibles transformations révolutionnaires : le programme proposé par le *Nouveau Front Populaire*.

2)-Socialisme et communisme : la grande confusion !

Dans le résumé de la base commune proposée par les camarades d'*Urgence du communisme*, on peut lire ces lignes : « Contribuer au rassemblement des forces vives du pays implique la reconstruction d'une visée de société libératrice. Notre parti a un rôle moteur à jouer pour que grandisse l'exigence d'émancipation humaine. Il serait illusoire de la chercher dans des notions utilisées par notre parti dans des périodes politiques depuis longtemps révolues. L'engagement communiste est ancré dans le réel et porté vers l'avenir, notre projet est un projet révolutionnaire, donc d'innovation, en phase avec toutes les exigences transformatrices ».

Certes le projet de base commune de la direction nationale reconnaît de façon tout à fait juste qu'en France « le communisme s'inscrit en profondeur dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquêtes sociales qui font reculer la domination capitaliste et impérialiste », et précise que le parti se réclame toujours « d'un communisme de son temps, entendu comme "mouvement réel qui abolit l'état de choses existant" ». Mais, de façon surprenante, et, somme toute, incohérente, il réactualise la vieille distinction *socialisme d'abord / communisme* ensuite, distinction non seulement rejetée par la plupart des penseurs marxistes modernes (en France, notamment Lucien Sève, Bernard Vasseur, Bernard Friot etc.), mais par Marx et Lénine eux-mêmes ! Que lit-on en effet dans le texte de la direction ? Il y a « urgence à relever l'immense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec notre peuple une perspective révolutionnaire : le socialisme », socialisme conçu comme « rupture

avec le capitalisme jusqu'à son dépassement ». Deux aberrations théoriques qui me semblent particulièrement consternantes. Comment le communisme peut-il être en même temps « visée révolutionnaire » et simple moyen pour faire « reculer la domination capitaliste » ? Comment le socialisme peut-il être en même temps « rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement » et simple « processus » permettant une visée ? Une seule solution pour la direction du parti : « le socialisme aux couleurs de la France » qui « place en son cœur les travailleurs et les usagers avec un contenu social très avancé... ». « C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes » : cet adage est peut-être vrai en cuisine, mais certainement pas en politique ! L'expression « le socialisme aux couleurs de la France » fut utilisée pour la première fois par G. Marchais lors d'une interview en 1978 (et ensuite au centre des débats du 24^e Congrès en 1982) : « La société que nous construirons, est-ce qu'elle sera fondée sur les modèles existants ? Je dis les *modèles* parce qu'il y a quinze pays socialistes... Eh bien nous disons non. Nous disons qu'il n'y a pas de modèle à copier. Nous voulons construire une société socialiste qui tiendra compte de nos particularités ... ». Dans le contexte politique national et international de l'époque, cette expression était à la fois novatrice et pertinente : mais la reprendre pour penser « le monde vivant de l'actualité » (Hegel), c'est-à-dire pour penser aujourd'hui les transformations révolutionnaires nécessaires, c'est absolument affligeant !

Chez Marx - et Lénine reprendra cette idée dans *L'État et la révolution* -, n'existent pas d'abord le socialisme, puis le communisme, mais deux phases d'édification du communisme. Dans la *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt*, Marx introduit l'idée que le passage à la société sans classes connaîtra une plus ou moins longue « phase inférieure » (qui porte encore les traces de la vieille société) avant de pouvoir atteindre sa « phase supérieure », celle en laquelle « le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » : ces deux époques successives doivent être considérées comme deux phases indissociables de la construction de la société communiste. Ayant mentionné les « dysfonctionnements » d'une société communiste « telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste » dont elle porte encore les marques, Marx les pense « inévitables » dans la première phase de la société communiste : ce n'est que dans une « phase supérieure » qu'elle pourra s'en émanciper entièrement (dans le *Capital*, Livre I, chapitre 6, il avait déjà écrit que dans sa première phase la société communiste « ne s'est pas encore développée à partir de ses propres bases »).

Dans *L'État et la révolution*, Lénine reprend la thèse de Marx, ce que confirme ces expressions : « Cet ordre social que l'on appelle habituellement socialisme mais que Marx nomme la première phase du communisme » ; « Toute la période historique qui sépare le capitalisme de la société sans classes, du communisme » ; « C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme, et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société, que Marx appelle la *première* phase ou la phase *inférieure* de la société communiste ».

Au cours de cette première phase, les stigmates de la vieille société sont parfois encore si contraignants que des retours en arrière sont parfois nécessaires : ce fut le cas de la NEP, cette Nouvelle Politique Économique mise en place à partir de 1921. La NEP, justifiée par le grand retard économique de la Russie de l'époque, n'est qu'un « un retour limité au capitalisme pour une durée limitée » (Lénine) : le recours à des capitaux privés et à des technologies de pointe importées n'est que temporaire, et, surtout, c'est toujours le parti bolchévique qui détient le pouvoir politique et décide des orientations générales du pays. Commencer à construire le communisme quand ses « déjà-là » sont presque inexistantes, cela releva de l'héroïsme !

S'opposer aujourd'hui à la « mise en privé universelle » (Lucien Sève) en organisant la lutte pour la maîtrise collective des grandes activités sociales, contribuer à la multiplication

des initiatives transformatrices sur tous les terrains, être vraiment de gauche, c'est déjà construire cette société nouvelle qui ne peut être nommée autrement que communiste.

3)-Un parti de chefs ?

Les rédacteurs du texte d'orientation de la direction écrivent que ce document « ne revient pas sur le fonctionnement du parti mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux ambitions du PCF ». Je crois me rappeler que le XXXIX^e congrès avait posé l'idée d'une souveraineté réelle de la cellule et des sections, idée pouvant être interprétée comme l'ébauche de la reconnaissance de l'importance de l'*horizontalité* par rapport à la *verticalité*. Or, il faut constater que le texte de la base commune envisage ce que j'appellerais un retour masqué de la verticalité. Deux questions essentielles.

Tout d'abord, qu'en est-il de la libre et souveraine discussion dans les cellules quand on lit que « les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concernant l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes » ?

Le problème de la formation dans le parti ne doit-il concerner que les « cadres » ? C'est ce que l'on doit comprendre quand on lit ces lignes qui semblent d'une autre époque ! Mettre en place « une politique de formation pour renouveler ces cadres » ; « promouvoir de nouveaux cadres dans notre organisation » ; « le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de s'approprier l'histoire du parti, les orientations stratégiques, les théories marxistes, pour les mettre notamment au service de l'action quotidienne ... il s'agit de former des animateurs politiques rompus à l'impulsion collective ... faire de la formation des cadres une priorité ». Que le parti ait besoin de former des « cadres » entendus comme « animateurs politiques », certainement, mais à condition de ne pas oublier que la priorité des priorités est d'élever le niveau général de formation de tous les militants du parti ! Pourquoi mettre l'accent sur les « cadres », c'est-à-dire, selon la définition courante du terme, sur des personnes, ici des camarades, qui exercent une fonction de direction, de conception, de contrôle ? Le texte lève le voile : « Un suivi des sections doit être mis en place par les fédérations afin de veiller au lien politique et organisationnel. En complément des campagnes nationales et en cohérence avec les orientations du parti, les directions fédérales peuvent aussi impulser des campagnes fédérales si elles le jugent nécessaire ». Nous voilà revenus des décennies en arrière quand chaque section était effectivement « suivie » par un responsable fédéral chargé de vérifier si la « ligne » était bien comprise et bien appliquée ! Deux différences importantes par rapport au passé. D'une part on ne parle plus de « ligne » mais de « lien politique et organisationnel » : soit cette expression n'est qu'hypocrisie (comme dit plus haut, c'est la « direction » qui prend « les décisions »), soit elle indique implicitement qu'il n'y a effectivement plus de « ligne » dans la mesure où, en effet, la navigation à vue semble être devenue une pratique dominante de la direction. Ce que L. Sève dénonçait il y a près de vingt ans est toujours d'actualité : « Comment se présentent en général une initiative du PCF sur un sujet d'importance majeure ? La direction nationale étudie la question, adopte des décisions, lance l'action en invitant toutes les cellules à s'impliquer, à appuyer, à relayer une initiative élaborée au-dessus de leur tête. Dans son principe même, et quelques correctifs secondaires qu'on puisse s'efforcer d'y apporter, ce mode d'initiatives à visée désaliénatrice trouve donc moyen d'être aliénant en lui-même : on n'y saisit l'adhérent qu'en le dessaisissant. Contradiction structurelle, puisque la cellule, organisme territorial « de base » - au sens de tout en bas - n'a ni la taille ni les moyens d'élaborer et d'animer par elle-même d'amples initiatives transformatrices alors que son statut généraliste lui fait en principe devoir de les prendre toutes en charge. Quelle que puisse être la bonne volonté des individus, c'est forcément le *sommet* qui décide ».

Bien avant L. Sève, dès les années trente, Gramsci avait bien compris que le parti révolutionnaire, vues les nouvelles conditions de la lutte, devait s'efforcer de faire disparaître

progressivement l'opposition entre l'*homme représentatif* et l'*homme collectif*, entre le *dirigeant* et le *dirigé*. Les perspectives actuelles de transformation révolutionnaire réclament une organisation appropriée, qui soit autre chose qu'un parti où la verticalité reste dominante, autre chose également qu'un mouvement strictement « horizontal » (sans colonne vertébrale politique, mais finalement soumis à un « chef », comme c'est le cas pour LFI). Il faut donc inventer un mode inédit d'organisation fondé sur le principe organisationnel de l'*horizontalité centralisée*, C'est donc une horizontalité structurée que le futur congrès devrait chercher à inventer, ainsi qu'une centralité constamment décentralisée, vivante, dialectique, le centre ayant à coordonner sans diriger.

4)-Appeler l'extrême droite par son nom : le fascisme

En quelques endroits du texte de la base commune, le danger de l'extrême droite est bien sûr signalé. Elle représente « une menace ...pour la République », un danger parce que « sa conception identitaire de la Nation représente un changement de régime ». Son influence grandissante, se nourrissant du « creusement sans fin des inégalités engendrées par les politiques libérales », conduit une partie de l'électorat populaire à considérer que l'extrême droite pourrait apporter les bonnes réponses à leurs problèmes. Pour autant, il serait faux de penser que les électeurs actuels séduits par la démagogie populiste du RN soient tous fascistes ou potentiellement fascistes. Il faut donc mettre toute nos forces au service de cet objectif prioritaire : empêcher la prise de pouvoir par le RN. C'est pourquoi les rédacteurs de la base commune *Urgence du communisme* ont raison de dire, contrairement au texte de la direction, que si l'on « veut épargner à notre peuple cette épreuve », cet objectif ne doit pas être « noyé parmi d'autres » mais être considéré comme un « impératif absolu ».

S'il est juste d'écrire que le fascisme se « nourrit » du système libéral, il faut approfondir l'analyse et montrer que ce phénomène est une constante de l'histoire depuis la fin du XIX^e siècle.

N'oublions pas en effet ce que nous apprend l'histoire de la naissance du fascisme en Italie : ce sont les libéraux, force politique à l'initiative de l'unité italienne et à la tête de l'État unitaire italien, qui ont rendu possible et accepté le fascisme mussolinien. En effet, la plupart des libéraux de l'époque ont vu dans le fascisme un prolongement presque naturel du libéralisme. Ainsi l'universitaire Giovanni Gentile, ministre de l'Instruction Publique de Mussolini qui estime qu'un « libéral aux convictions profondes et solides ne peut qu'adhérer au fascisme ». Ainsi également l'économiste et homme politique Luigi Einaudi (et qui sera pourtant élu président de la République italienne de 1948 à 1955 !) qui avoue clairement que « tout ce que fait le fascisme est du libéralisme classique ». Ainsi encore le philosophe Croce (il soutiendra le fascisme, mais s'en détachera en juin 1924, après l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti) qui, reprenant à son compte l'opposition violente à la Révolution Française et à l'héritage des *Lumières* des mouvements nationalistes français et européens, n'hésite pas à traiter de « fossiles de la démocratie » ceux qui acceptent cette « idiote religion maçonnique » fondée sur « trois mots vides : liberté, égalité, fraternité ». On peut alors estimer que ce jugement de Gramsci, à propos de l'Italie, a une portée beaucoup plus universelle, comme aujourd'hui d'ailleurs nous pouvons le constater : le fascisme, c'est « le mouvement armé de la réaction qui se donne comme but de dissoudre et désorganiser la classe des travailleurs, [qui] s'inscrit dans le cadre de la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes, et de la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière... ».

N'oublions pas également qu'en France le terrain a été préparé dès la fin du XIX^e siècle avec l'existence d'un fort mouvement nationaliste opposé à la Révolution Française, aux *Lumières*, à la démocratie et, bien sûr, au mouvement ouvrier et à la pensée marxiste. L'analyse de l'historien et politologue israélien Zeev Sternhell me paraît tout à fait éclairante :

« Dans ses concepts comme dans ses méthodes, elle n'est pas conservatrice, c'est une droite de combat qui lance un appel au peuple contre la démocratie et les acquis des Lumières françaises. Le peuple contre la démocratie : jamais jusqu'alors on n'avait vu quelque chose de pareil. Le 19^{ème} siècle était bien mort et enterré. Les grands de cette droite nouvelle sont Barrès, Maurras, Drumont, des blanquistes et des communards unis dans le nationalisme, des syndicalistes jaunes, mais aussi des syndicalistes révolutionnaires, les hommes de la Guerre Sociale, du Mouvement socialiste ou de Terre libre ... Qu'ils aient été un jour guesdistes, membres de la gauche républicaine passés au boulangisme ou à l'antisémitisme, qu'il se fût agi de communards comme Rochefort, de socialistes comme Hervé, Lagardelle ou Sorel, plus tard de Déat et Doriot, ces transfuges finiront par abandonner tout ce en quoi ils avaient cru. Tout sauf la volonté de casser, coûte que coûte, la démocratie et les principes des Lumières »

C'est ce qui explique la permanence en France d'une mouvance d'extrême droite, plus ou moins influente selon les époques. Dynamisée entre les deux guerres mondiales par l'existence de régimes fascistes en Europe (cf la tentative de coup de force des ligues factieuses le 6 février 1934), ayant repris des forces grâce au mouvement poujadiste dans les années cinquante (démagogie à l'adresse des petits artisans et des commerçants, prétention à dépasser le clivage gauche/droite, antiparlementarisme et nationalisme, liens étroits avec l'extrême droite : Le Pen fut élu député poujadiste en 1956 !), elle se réaffirmera de la façon la plus violente au moment de la guerre d'Algérie avec la création et l'activité criminelle des fascistes de l'OAS.

Comme hier, le libéralisme, aujourd'hui macronien, déroule le tapis rouge devant le fascisme : la priorité absolue donnée à la recherche du profit, la casse des services publics, la soumission des médias, privés bien sûr avec Bolloré, mais également publics, à l'idéologie libérale, le mépris du parlement et des organisations intermédiaires, la criminalisation de l'action revendicative et syndicale etc., autant de faits que nous devons considérer comme des « déjà-là » du fascisme.

En conclusion, je ne peux que souscrire à la critique que propose le texte de la base commune *Urgence du communisme* : celle de la direction actuelle du parti « est porteuse d'insuffisances qui ne peuvent pas être corrigées au moyen de simples *amendements*. Le texte de la direction, en effet, *plaque* sur l'orientation de notre parti une ligne politique dont les conclusions sont tirées à l'avance, indépendamment de la réalité nouvelle du combat de classe en France et dans le monde qui doit conditionner nos priorités ».

Jacques Ducol
Section de Saint Pierre des Corps
Fédération d'Indre et Loire